

QUEL AVENIR POUR LE SAHEL ?



Table des matières

P. 3	Éditorial <ul style="list-style-type: none">Nos richesses sont aussi vos richesses : quand les communautés font alliance avec la nature
P. 5	Avancées du climat <ul style="list-style-type: none">L'avenir du Sahel
P. 6	Études de cas <ul style="list-style-type: none">Mauritanie : faire face à l'avancée du SaharaSénégal : une action climatique intégrée pour protéger les côtes
P. 8	Reportages <ul style="list-style-type: none">Récolter de l'espoir : la spiruline du lac TchadAu Niger les femmes sont au cœur du développement
P. 10	Le baromètre de l'UE AMCC+ <ul style="list-style-type: none">L'AMCC/AMCC+ et le Sahel
P. 13	Les meilleures pratiques <ul style="list-style-type: none">Soutien de l'UE au Sahel

CRÉDITS PHOTOS

Couverture :	Programme de résilience climatique pour un développement agricole durable au Niger crédit photo Philippe D'Aout
Page 3:	© UE AMCC+ 2018 - Ndiawara Sene, pêcheur et agriculteur, travaille sur la plage restaurée de Saint-Louis, Sénégal - crédit photo Sylvain Cherkaoui
Page 5:	Scène de la vie quotidienne à Nouakchott, Riyadi, Mauritanie – crédit photo Monica Bonfanti
Page 6:	© UE AMCC+ Puits à énergie solaire à Djellewar, Mauritanie
Page 7:	© UE AMCC+ 2018 Vue aérienne de l'hydrobase de l'aire marine protégée de Saint-Louis, Sénégal photo Sylvain Cherkaoui
Page 8:	© UE AMCC+ 2020 Des pompes à eau solaires pour cultiver la spiruline sur les rives du lac Tchad photo Denis Sassous
Page 9:	© ICRIAT Des bénéficiaires au travail sur le site de réhabilitation des terres (culture en demi-lunes)
Dos :	© UE AMCC+ 2019 Journée internationale de nettoyage des côtes

Éditrice : Francesca Predazzi

Nos richesses sont aussi vos richesses : quand les communautés font alliance avec la nature

Geraldo Carreiro

« Les solutions fondées sur la nature offrent des solutions intéressantes pour relever le défi du changement climatique tout en apportant d'autres avantages. »



Le changement climatique, la dégradation environnementale et la perte de biodiversité sont des phénomènes intimement liés qui peuvent avoir des conséquences dramatiques pour la santé, la protection sociale et l'économie. Les médias grand public évoquant de plus en plus souvent des vagues de chaleur, des feux de forêt étendus, des pluies diluviennes et des inondations dévastatrices, nous prenons de plus en plus conscience de ces nombreux défis. Des phénomènes à plus long terme, comme l'érosion, l'élévation du niveau des mers, la dégradation des sols et la raréfaction de l'eau menacent eux aussi nos écosystèmes, épuisant encore davantage les mécanismes de résilience de la nature. Il s'agit là de processus à long terme dont l'impact sur un nombre toujours plus grand d'habitants de la planète est déjà perceptible. Un numéro du Lancet paru en février 2021 a montré qu'environ une personne sur deux dans le monde pense que l'humanité est tout simplement condamnée. Ce sont les jeunes, et pas uniquement ceux des pays privilégiés, qui s'inquiètent le plus cette évolution : 84 % des jeunes Philippins se disent ainsi inquiets.

Le pacte vert pour l'Europe a fixé à 2030 l'échéance pour agir. Il est donc temps d'inverser le cours des choses, mais comment ?

Le Rapport sur les risques mondiaux du Forum économique mondial reconnaît explicitement les risques économiques liés à la perte de biodiversité et à l'effondrement des écosystèmes, ainsi que la nécessité de déployer des solutions

respectueuses de la nature. En outre, selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), 62 % de la population rurale africaine dépend directement de la bonne santé des écosystèmes et des services écosystémiques.

Dans un tel contexte, **les solutions fondées sur la nature (SFN)** offrent des alternatives intéressantes pour relever le défi du changement climatique tout en apportant d'autres avantages, notamment en termes de restauration des écosystèmes, de production d'aliments, d'approvisionnement en eau et de développement économique. L'UICN définit les SFN comme « des mesures pour la protection, la gestion durable et la restauration des écosystèmes naturels ou modifiés permettant de s'attaquer directement aux défis sociétaux, de manière efficace et adaptative, tout en assurant le bien-être humain et en générant des avantages pour la biodiversité. Le terme générique « solutions fondées sur la nature » recouvre différentes approches, telles que l'adaptation fondée sur les écosystèmes et la réduction des risques de catastrophe fondée sur les écosystèmes.

Une approche simple des SFN consiste à les déployer en fonction d'une série de catégories de paysages et d'écosystèmes :

- **Zones forestières** : plantation de nouvelles forêts, mesures propices à la régénération et au développement des forêts, et amélioration de la gestion forestière. La restauration de

«Pourtant, le potentiel des solutions fondées sur la nature dans la lutte contre le changement climatique n'est pas encore pleinement exploité.»

«En l'absence d'études sur les espèces d'arbres, les mesures de boisement pourraient ne pas enrichir la biodiversité»

forêts naturelles dans les bassins versants supérieurs peut contribuer à protéger les communautés en aval contre les inondations ;

- Les **zones humides** doivent être conservées et restaurées, avec notamment la plantation de mangroves dans les tourbières et les zones humides côtières ;
- Certaines **zones agricoles** peuvent faire l'objet de pratiques agroécologiques/ de restauration, notamment pour limiter la perturbation des sols et améliorer la séquestration du carbone dans le sol – par exemple le labour réduit ou le non-labour, la préservation de la fertilité des sols, la rotation des cultures, l'agroforesterie ;
- Les **océans** et les écosystèmes marins, notamment les récifs coralliens, doivent également être restaurés pour améliorer la biodiversité et la séquestration du carbone ;
- Des espaces verts et des espaces bleus doivent être aménagés dans les **zones urbaines** afin d'y limiter la pollution de l'eau et de l'air, de diminuer les risques d'inondation et les émissions de gaz à effet de serre (GES), ainsi que les îlots de chaleur urbaine, tout en offrant des possibilités de détente et des avantages sur le plan de la santé ;
- Des zones tampons doivent être créées sur les **côtes** pour les protéger contre l'érosion et la dégradation des terres – deux phénomènes qui ont par ailleurs un impact négatif sur l'économie côtière.

Pourtant, le potentiel des SFN dans la lutte contre le changement climatique n'est pas encore pleinement exploité. Pour cela, il faut tout d'abord prendre en compte le coût environnemental toujours plus élevé des systèmes de production actuels : la dégradation de l'environnement augmente en effet le risque de changements non linéaires et d'effondrement systémique, tout en exacerbant les inégalités sociales. En outre,

l'évaluation et la prise en compte de la contribution des SFN à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ce phénomène, ainsi que de tous les autres avantages connexes, n'en sont qu'à leurs débuts.

De plus, les conditions dans lesquelles les SFN doivent être déployées pour porter pleinement leurs fruits ne sont pas toujours décrites avec précision. Ainsi, en l'absence d'études sur les espèces d'arbres, les mesures de boisement pourraient ne pas enrichir la biodiversité et les nombreux services écosystémiques associés. L'absence d'accord avec les communautés environnantes quant à leur accès aux produits des zones nouvellement boisées risque par ailleurs de provoquer des tensions sociales au sujet des ressources disponibles. La surprotection des sites «SFN» pourrait par ailleurs exacerber les inégalités existantes quant à l'accès aux ressources naturelles, telles que l'eau, les terres et les produits forestiers. Même si les espaces verts améliorent la durabilité des villes, ils augmentent aussi le coût de la vie dans leurs abords immédiats, rendant les «quartiers verts» financièrement inaccessibles pour la majorité des gens. Les inégalités existantes s'en trouvent ainsi aggravées.

Les SFN peuvent donc être des solutions intelligentes face au climat à condition qu'elles soient déployées dans le but de restaurer les fonctions de l'environnement, de favoriser le développement socioéconomique et de lutter contre les inégalités. En outre, si nous sommes réellement entrés dans l'Anthropocène (une ère où l'activité humaine est la première force de changement du climat et de l'environnement), il nous incombe de transformer «dans le bon sens» nos systèmes énergétiques, fonciers, urbains, industriels, agricoles et de communication, au bénéfice de la biodiversité et des habitants de la planète et d'un avenir climatique soutenable. Une telle évolution s'impose particulièrement dans des zones vulnérables telles que le Sahel, la région à laquelle nous consacrons ce numéro de notre magazine.

UE AMCC+ Rapport d'impact et de durabilité

Le premier Rapport d'impact et de durabilité décrit l'impact direct et indirect des 21 projets soutenus entre 2009 et 2017 par l'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (UE AMCC+). Il compare leur impact réel et attendu et décrit les niveaux de durabilité, ainsi que les facteurs de succès et d'échec, en termes d'impact et de durabilité. Cet outil, utile pour les

gestionnaires et les responsables de la mise en œuvre, propose également des recommandations pour la conception et la mise en œuvre de projets futurs. Des rapports nationaux spécifiques sur la Gambie, le Mali et le Sénégal donnent un aperçu des actions de l'AMCC dans le Sahel au cours de la dernière décennie.

www.gcca.eu/resources



Avancées du climat

L'avenir du Sahel



« Le raccourcissement de la saison des pluies, l'allongement de la saison sèche et la désertification intensifient la concurrence pour l'accès aux ressources naturelles limitées et réparties de manière inégale. »

« Axée initialement sur le reboisement, l'initiative africaine d'une Grande muraille verte pour le Sahel a évolué pour inclure une série complexe d'outils écologiques, sociaux et économiques. »

La masse terrestre de 3 000 km² qui jouxte le sud du Sahara, la région du Sahel et les pays limitrophes constitue l'une des bandes de terre les plus pauvres et les plus dégradées de la planète. Le Sahel s'étend du Sénégal à l'Érythrée et à Djibouti, sur la mer Rouge. Dans cette zone semi-aride, le changement climatique est déjà une réalité. L'augmentation des températures devrait y être 1,5 fois plus importante qu'ailleurs dans le monde. La vulnérabilité des populations démunies au changement climatique est encore aggravée par leur forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, pour leur sécurité alimentaire comme pour leurs moyens d'existence.

Cette région est déjà le théâtre de crises humanitaires chroniques dues aux sécheresses récurrentes, aux inondations, à l'insécurité alimentaire, aux épidémies et aux conflits violents. Le raccourcissement de la saison des pluies, l'allongement de la saison sèche et la désertification intensifient la concurrence pour l'accès aux ressources naturelles limitées et réparties de manière inégale. D'où une aggravation des conflits. En juillet 2021, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCNUR) a déclaré que 3 millions d'habitants avaient fui leur pays à la suite de l'intensification des conflits, dans une région allant de l'Éthiopie au Burkina Faso. Dans le Sahel occidental, 2 millions de déplacés sont en outre dénombrés rien qu'au Burkina Faso, au Mali et au Niger. En août 2021, le Programme alimentaire mondial a averti que, dans ces trois pays, 14,5 millions d'habitants avaient besoin d'une aide alimentaire urgente.

Par le biais de programmes tels que l'UE AMCC+, l'Union européenne a apporté un soutien important au renforcement de la

résilience sociale et environnementale au changement climatique. La région a en outre placé ses espoirs d'un avenir durable dans une initiative ambitieuse, portée par l'Afrique, visant à construire un « mur végétal » sur toute la longueur du Sahel. La Grande muraille verte (GMV), lancée en 2007, était initialement axée sur le reboisement. L'initiative a évolué et inclut désormais un ensemble complexe d'outils écologiques, sociaux et économiques et de partenaires visant à créer une « mosaïque d'écosystèmes verts et productifs » capables de s'adapter pour faire face aux aléas climatiques et aux événements météorologiques extrêmes. L'UE a promis d'affecter au moins 80 millions d'euros pour soutenir la restauration de 100 millions d'hectares de terres dégradées, la séquestration de 250 millions de tonnes de carbone et la création de 10 millions de nouveaux emplois verts.

En 2020, les Nations unies ont indiqué que l'objectif de restauration des terres fixé par la GMV pour 2030 était très loin d'être atteint, 4 millions d'hectares seulement ayant été restaurés. Le manque de financement et un déploiement trop limité comptent parmi les principaux défis. Lors du [One Planet Summit](#) de janvier 2021, les bailleurs ont promis de lever 14,3 milliards de dollars (11,8 milliards d'euros) au cours des cinq prochaines années pour aider le continent à passer à une gestion des terres durable et intégrée. L'amélioration du développement agricole et rural, la sécurité alimentaire, la conservation de la biodiversité et une utilisation plus durable des ressources auront aussi un effet favorable sur une série de facteurs clés à l'origine des conflits et des migrations. La mise en œuvre réussie de la GMV n'est donc pas uniquement une priorité pour l'Afrique, mais aussi pour le monde entier.

Jane Wilkinson

Étude de cas

Mauritanie : faire face à l'avancée du Sahara



Pays :
Vulnérabilité (indice CRI) :
Projet UE AMCC+ :

Mauritanie
84^e pays le plus vulnérable
Déclencher un processus de résilience pour la sécurité alimentaire en Mauritanie.



« La lutte contre l'avancée du désert exige d'agir sur deux fronts : la prévention et la réhabilitation. »

« La deuxième phase du projet de l'AMCC+ renforcera encore la résilience en rapprochant les volets d'action "changement climatique", "agriculture" et "vulnérabilité des communautés locales". »

Ce qui saute immédiatement aux yeux lorsqu'on atterrit à Nouakchott, la capitale de la Mauritanie, c'est le sable. Le sable est omniprésent : on aperçoit depuis l'avion la longue bande désertique qui complique la vie quotidienne et l'activité économique. Phénomène à la fois mystérieux et fascinant, l'avancée du désert a englouti des maisons, détruisant aussi l'élevage et des moyens de subsistance dans tout le pays. Des décennies de sécheresse grave et persistante ont détruit la végétation qui fixe les dunes de sable; celui-ci s'est envolé pour engloutir champs et maisons. Trois quarts du territoire mauritanien fait à présent partie du désert saharien, le dernier quart se situant dans le Sahel.

Les Mauritaniens sont pris au piège du cercle vicieux de la pauvreté et de la désertification, les terribles sécheresses les ayant contraints à abattre des forêts pour trouver de nouvelles terres de pâturage. L'élevage accélère encore la dégradation des terres, entraînant selon les estimations des Nations unies près de 200 millions de dollars par an de pertes de revenus potentiels et de dépenses en soins de santé.

La lutte contre l'avancée du désert exige d'agir sur deux fronts. Le premier est celui de la prévention. Celle-ci repose sur la gestion durable des forêts, des terres de parcours et des ressources naturelles. Il faut ensuite réhabiliter et restaurer les forêts et les oasis, en empêchant le sable de recouvrir les terres dégradées et en reboisant.

Le gouvernement a intégré ces deux volets dans une série de stratégies nationales de

développement durable et dans quatre plans d'action pour le projet de Ceinture verte de Nouakchott : des projets de stabilisation du sable, des projets de lutte contre l'ensablement et des projets agricoles, ainsi que des projets de développement des oasis. Reconnaisant le rôle qui est le sien dans la mise en œuvre de l'initiative continentale de la Grande muraille verte, la Mauritanie envisage d'aménager des jardins botaniques dans la capitale Nouakchott, de sélectionner des espèces adaptables pour la GMV et d'améliorer les conditions de vie des habitants.

En 2014, l'UE AMCC+ a commencé à mettre en œuvre un projet visant à améliorer la résilience des populations vulnérables au changement climatique en développant des services en lien direct avec le climat qui ont permis de renforcer et d'améliorer la capacité d'adaptation. En 2018, à la fin du projet, plus de 200 agriculteurs et éleveurs (la moitié étant des femmes) avaient suivi une formation axée sur l'adaptation à un climat toujours plus variable – par exemple à l'aide d'un calendrier des cultures. Six stations agrométéorologiques et 500 pluviomètres ont été installés pour faciliter la collecte de données plus précises sur le climat et leur prise en compte, en vue d'améliorer les pratiques agricoles. La deuxième phase du projet de l'AMCC+ renforcera encore la résilience en rapprochant les volets d'action « changement climatique », « agriculture » et « vulnérabilité des communautés locales ». Des interventions locales s'aligneront sur les priorités des contributions déterminées au niveau national afin d'endiguer l'avancée inexorable du tout puissant Sahara.

Monica Bonfanti

Étude de cas

Sénégal : une action climatique intégrée pour protéger les côtes



Pays :
Vulnérabilité (indice CRI) :
Projet UE AMCC+ :

Sénégal
120^e pays le plus vulnérable
Gestion intégrée des zones côtières du Sénégal : évaluations approfondies et mesures concrètes pour lutter contre le changement climatique et s'adapter à ce phénomène



« Le changement climatique menace aujourd'hui le littoral d'érosion côtière, d'inondation des plaines, de salinisation des sols et des nappes phréatiques, de réduction des mangroves et de disparition de terres arables et de pâturages. »

« La seconde phase de l'AMCC+ a été lancée en 2019 et vise à renforcer l'action climatique intégrée au Sénégal. »

Le Sénégal s'étire sur 700 km de côtes et compte deux réseaux hydrographiques. Ces zones concentrent trois quarts de la population, ainsi que la plupart des activités économiques (agriculture, pêche, industries et tourisme). Globalement, l'économie sénégalaise s'est récemment améliorée. Cependant, le changement climatique menace aujourd'hui les zones côtières et dynamiques du pays, comme en témoignent l'accélération de l'érosion côtière, la multiplication des inondations dans les plaines, la salinisation des sols et des nappes phréatiques, la diminution du nombre de mangroves, la disparition de terres arables et de pâturages, et une moindre disponibilité de l'eau.

Les côtes sont des espaces naturels particulièrement fragiles qui nécessitent des mesures proactives de protection contre le risque d'érosion. Le développement des activités économiques et la construction de nombreuses infrastructures, notamment industrielles, le long de la côte n'ont fait que renforcer cette vulnérabilité. Les mangroves des régions de Sine Saloum et de Casamance sont extraordinairement précieuses pour la population locale. Elles protègent les oiseaux et font office d'écloseries, fournissent des aliments et du bois-énergie, ainsi que des activités génératrices de revenus pour les femmes tout en assurant une protection contre les tempêtes et l'élévation du niveau de la mer. En raison de leur extraordinaire capacité à séquestrer le carbone (jusqu'à quatre fois plus que les forêts classiques) les mangroves peuvent générer des revenus supplémentaires par le biais des marchés internationaux du carbone.

En 2013, un premier soutien de l'AMCC a contribué à poser les bases d'une gestion intégrée des zones côtières (GIZC), l'objectif étant de lutter

efficacement contre l'érosion des côtes et de préparer plusieurs mesures concrètes de protection côtière, notamment des digues et des ouvrages de protection non techniques. L'évaluation du projet a montré que l'approche GIZC permet de s'attaquer efficacement aux défis du changement climatique dans les zones côtières.

La deuxième phase du programme de l'AMCC+, lancée en 2019, vise à renforcer l'action climatique intégrée au Sénégal, en tenant compte des problématiques socioéconomiques et des risques de catastrophe naturelle toujours bien présents dans les zones côtières. L'idée est d'aider les institutions à mettre en œuvre des actions climatiques, en particulier la GIZC, d'améliorer la résilience locale au changement climatique par le biais d'actions sur le terrain (Petite Côte, Sine Saloum et Casamance) à mettre en œuvre par des organisations de la société civile en coopération avec les communautés et les autorités locales ; et d'améliorer et gérer les connaissances sur les questions en lien avec le climat et de communiquer sur ces questions, en mettant l'accent sur les zones côtières.

Le projet s'aligne sur la politique sénégalaise d'adaptation, et dans une moindre mesure sur la politique d'atténuation de l'impact du changement climatique, telles qu'énoncées dans la contribution déterminée au niveau national, dont un volet est spécialement axé sur les zones côtières. Les mesures de protection des côtes doivent être lancées à l'initiative des autorités locales elles-mêmes et renforcer en même temps les stratégies locales de GIZC. Ce projet est géré par le ministère de l'Environnement et du Développement durable, et en particulier la direction de l'environnement et des établissements classés.

Geraldo Carreiro

Reportage

Récolter de l'espoir : la spiruline du lac Tchad



« La spiruline est un aliment traditionnel consommé depuis des siècles par les peuples indigènes d'Afrique et d'Amérique centrale. »

« Les panneaux solaires fournissent l'énergie pour irriguer les champs et faciliter ainsi la culture de la spiruline, mais aussi du fenugrec, des aubergines, des piments, d'oignons, des carottes, des tomates et des betteraves. »

« La transformation de la spiruline fait partie d'un projet de l'UE AMCC+, doté de 8 millions d'euros, qui vise à aider les communautés du Tchad à s'adapter à l'impact du changement climatique. »

Sur les rives du lac Tchad, en Afrique centrale, un groupe de femmes et de jeunes filles travaillent à l'ombre d'un arbre solitaire. Malgré des températures qui s'envolent régulièrement au-delà de 40 °C, elles travaillent sans relâche pour récolter et transformer une algue bleue-verte connue sous le nom de spiruline et reconnue pour ses vertus thérapeutiques. Tout près d'elles, de la pâte de spiruline est en train de sécher sur des casiers. Une fois transformée en comprimés, la spiruline se vend 20 euros la boîte dans les boutiques santé et bien-être des pays occidentaux.

En plus d'être un complément alimentaire écologique et riche en nutriments pour les hommes et les animaux, la spiruline se présente également comme une solution possible afin de pallier les problèmes d'insécurité alimentaire et de malnutrition dans les pays en voie de développement. Mais il ne s'agit pas d'un aliment nouveau... En effet, la spiruline est consommée depuis des siècles par les peuples indigènes d'Afrique et d'Amérique centrale.

En ce sens, ces jeunes femmes sont en train de transformer une pratique traditionnelle et ancienne de production de spiruline et un travail historiquement effectué par les femmes de la tribu Kanembu qui constituent une réelle source d'emplois et de revenus dont la Province a besoin. Le changement climatique et la croissance rapide de la population ont entraîné un rétrécissement de 90 % de la superficie du lac Tchad depuis les années 1960 à nos jours. Il est donc essentiel de créer davantage d'emplois pour d'une part protéger le lac qui ne fait que rétrécir et d'autre part pour faire face à la crise humanitaire importante qui touche le Sahel.

La transformation de la spiruline fait partie d'un projet de 8 millions d'euros mis en œuvre par le programme phare de l'UE sur le changement climatique, l'AMCC+, afin d'aider le Tchad à s'adapter à l'impact du changement climatique et à développer les énergies renouvelables. Aitambodou, l'une des jeunes femmes du groupe, montre comment elle transforme l'algue bleue-verte en poudre sèche à l'aide d'un broyeur, qu'elle mélange ensuite à de l'eau pour former une pâte épaisse. À proximité, son amie Tayrah prend des poignées de cette pâte verte dans un seau en plastique, la moule et la fait ensuite sécher dans un support spécialement conçu à cet effet.

Les panneaux solaires fournissent l'énergie pour irriguer les champs et faciliter ainsi la culture de la spiruline, mais aussi du fenugrec, des aubergines, des piments, d'oignons, des carottes, des tomates et des betteraves. Dans ce pays particulièrement vulnérable au changement climatique, l'utilisation de systèmes d'irrigation solaire aide les agriculteurs à gérer la nature de plus en plus imprévisible des précipitations.

La productivité agricole a chuté ces dernières années, diminuant les revenus et aggravant la pauvreté des agriculteurs et de leurs familles. Aujourd'hui, les agriculteurs se regroupent pour acquérir à bon marché des motopompes solaires et apprennent à les entretenir correctement. Il faut noter également que l'accès permanent à l'eau leur permet de récolter au moins trois fois par campagne agricole. Grâce à cette technologie simple et respectueuse de l'environnement, Aitambodou et ses amies gagnent suffisamment d'argent pour s'occuper de leur famille et éduquer leurs enfants.

Martin Atkin

Story

Au Niger les femmes sont au cœur du développement



« Les activités de récupération des terres dégradées de l'UE AMCC+ riment parfois avec avancées sociales ».

« Les femmes s'engagent à régénérer des terres et reçoivent un soutien alimentaire pendant ces travaux. Le site obtenu est sécurisé par des actes de donation ou de prêt. »

« La régénération naturelle assistée est une technique d'agroforesterie et de reboisement qui se présente comme une alternative à bas coût pour le reverdissement des champs. »

L'agriculture au Sahel est soumise à la menace de la désertification et la dégradation des sols est l'une des plus grandes contraintes pour l'environnement et la vie au Sahel. Elle se manifeste par la baisse de la fertilité des sols, donc de la productivité, mais aussi la perte de la biodiversité. Dans certains pays sahéliens comme le Niger, plus de 50 % des dégradations des terres agricoles sont dues à un système agropastoral extensif qui détruit le sol.

À travers l'AMCC+, le Projet d'appui à la résilience climatique pour un Développement agricole durable (PARC DAD) financé par l'Union européenne est mis en œuvre au Niger dans les Provinces de Zinder et de Dosso. Dans ce projet, les activités de récupération des terres dégradées riment parfois avec avancées sociales.

Parmi toutes les activités mises en œuvre par le projet en milieu rural, celle qui consiste en la récupération biologique des terres dégradées (Bioreclamation of Degraded Land – BDL) se différencie par son aspect expérimental. Mise en œuvre par l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT), elle consiste en l'application de toute une série de techniques agricoles sur un périmètre latéritique dégradé, devenu impropre à l'agriculture. La régénération naturelle assistée (RNA) est une technique d'agroforesterie et de reboisement qui se présente comme une alternative à bas coût pour le reverdissement

des champs. Cette technologie agroforestière consiste à protéger les espèces ligneuses poussant naturellement afin d'éviter leur destruction pendant les travaux champêtres et le pâturage, et de favoriser leur croissance (sélection des souches, greffage de variétés productives à haut rendement). Au fil du temps, la présence du couvert arbustif ou arboré joue l'effet de brise-vent et favorise la restructuration des sols.

Entièrement dédiée aux femmes, cette activité débute nécessairement par la mise en place de mécanismes d'ingénierie sociale visant à assurer la cohésion et la vision commune d'un groupe de femmes qui se sont déclarées volontaires pour mener à bien les activités et les travaux d'aménagement. Les femmes s'engagent à la récupération du terrain et reçoivent un soutien alimentaire pendant la durée de réalisation des ouvrages. Le site obtenu est sécurisé par des actes de donation ou de prêt.

En fonction de l'organisation du travail, les ouvrages réalisés par les femmes sont garnis de fumures organiques en attendant le semis ou la plantation dès les premières pluies. Les plantules de moringa et de pomme du Sahel déjà en pépinière peuvent être plantées dans les trous préparés à cet effet dans les demi-lunes et les tranchées. Les trous de Zaïs reçoivent quant à eux les semences de gombo, Lucena, oseille, piment, etc.

Philippe D'Aout

Délégation de l'UE au Niger

LE BAROMÈTRE DE L'UE AMCC+

L'AMCC/AMCC+ ET LE SAHEL

Les pays du Sahel bénéficient aussi d'un soutien au titre de programmes régionaux et multipays, notamment par le biais du mécanisme de financement de l'adaptation au niveau local (Local Climate Adaptive Living Facility, LoCAL), du programme de gestion durable des terres et du programme DESIRA/AMCC programme.

10 PAYS

13 PROJETS









80,8 MILLIONS EUR

PAYS D'INTERVENTION

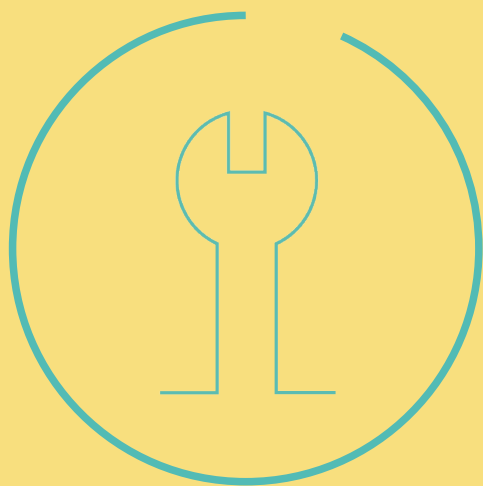


BURKINA FASO, CAMEROUN, TCHAD, GAMBIE, GUINÉE, MALI, MAURITANIE, NIGER, SÉNÉGAL, SOUDAN

ACTIVITÉS DE L'UE AMCC+ EN APPUI AU SAHEL

Projets	Action	Pays
Soutien à la région du Sahel		
 10	ADAPTATION	BURKINA FASO, CAMEROUN, GAMBIE, GUINÉE, MALI, MAURITANIE, NIGER, SÉNÉGAL, SOUDAN, TCHAD
 9	INTÉGRATION	BURKINA FASO, CAMEROUN, GUINÉE, MALI, MAURITANIE, NIGER, TCHAD
Principaux secteurs		
 7	SECTEUR AGRICOLE	BURKINA FASO, CAMEROUN, GUINÉE, MAURITANIE, NIGER, SOUDAN, TCHAD
 5	SYLVICULTURE	BURKINA FASO, GAMBIE, MALI
 5	GESTION DES TERRES	BURKINA FASO, MALI, MAURITANIE, NIGER, SOUDAN
 5	GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	MALI, NIGER, SÉNÉGAL, SOUDAN
 4	CÔTES *	GAMBIE, SÉNÉGAL
 4	PÊCHERIES *	GAMBIE, SÉNÉGAL

* Les côtes et les zones de pêche sont également souvent citées, ce qui témoigne de leur avantage comparatif sur les pays enclavés.



Les meilleures pratiques

Soutien de l'UE au Sahel

La définition des pays du Sahel diffère selon les sources et inclut souvent les pays limitrophes au Sahel ou dont les conditions sont comparables. Le Sahel proprement dit s'étend du Sénégal, sur la côte Atlantique côté ouest à l'Érythrée sur la mer Rouge, à l'est, et couvre la Gambie, la Mauritanie, la Guinée, le Mali, le Burkina Faso, le Cameroun, le Niger, le Tchad et le Soudan. Depuis 2009, l'UE AMCC+ a soutenu 13 projets nationaux, à hauteur de 80,81 millions d'euros, dans 8 de ces pays. Le développement des capacités d'adaptation et le renforcement de la résilience au changement climatique sont au cœur de la plupart de ces projets, qui incluent également des mesures visant à intégrer l'action climatique dans les plans, politiques et budgets nationaux. Les mesures mettent l'accent sur l'agriculture, la gestion des terres et la foresterie, la gestion des ressources naturelles, la gestion des zones côtières et les zones de pêche.

Outre ces projets nationaux, l'UE AMCC+ a soutenu deux phases de LoCAL, une initiative locale de financement impliquant plusieurs pays qui encourage le financement basé sur les résultats axé sur le secteur privé, notamment au Mali et au Niger. En 2019, le Cameroun a rejoint les rangs des partenaires de l'UE AMCC+ dans le cadre d'une autre initiative impliquant plusieurs pays de soutien aux systèmes agroalimentaires

durables. Parmi les pays du Sahel, seule l'Érythrée ne bénéficie pas d'un programme de l'AMCC+.

Les programmes de l'UE AMCC+ ont fait l'objet d'une évaluation approfondie afin d'en dégager les meilleures pratiques. Toutefois, comme le montre la dernière Évaluation globale de 2014, de nombreux projets n'ont commencé à porter leurs fruits qu'à ce moment, faisant de l'évaluation précise de leurs résultats et impact une mission impossible.

En 2018, la Facilité d'appui de l'AMCC+ s'est lancé dans une **Étude d'impact et de durabilité** des 21 projets de l'UE AMCC terminés depuis au moins un an, y compris trois projets dans la région du Sahel. Même si la durabilité et les niveaux d'impact variaient entre les 21 projets, des facteurs clés de réussite ont été dégagés. Ils ont valeur universelle.

- Renforcer l'appropriation et l'engagement des parties prenantes en utilisant des approches participatives, en adaptant les objectifs aux principales priorités des bénéficiaires, en associant la recherche d'avantages à long et à moyen terme et en comprenant le contexte culturel et social des actions;
- Aligner et intégrer les actions sur les politiques et programmes existants;

- Collaborer avec les agences de mise en œuvre appropriées – idéalement avec de solides institutions publiques. Sinon, il est essentiel de coopérer avec des partenaires qui connaissent la situation dans le pays et qui y sont présents depuis longtemps;
- Associer un travail institutionnel et politique à haut niveau à des projets pilotes de terrain et veiller à intégrer les leçons du terrain dans le travail politique;
- Une intervention de qualité exige préalablement un travail approfondi de recherche et d'analyse, incluant des évaluations des vulnérabilités, une analyse des chaînes de valeur et l'analyse d'options technologiques appropriées.
- Une solide gestion des connaissances et des processus d'apprentissage facilite l'adhésion et l'acquisition de savoir. On peut ici s'appuyer sur des visites entre communautés, des outils et du matériel de communication de qualité.
- Le soutien aux cadres juridiques favorise la mise en œuvre sur le long terme.

Jane Wilkinson



L'UE AMCC+ L'ALLIANCE POUR UN MONDE QUI CHANGE

L'**Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (UE AMCC+)** est une initiative phare de l'Union européenne qui aide les pays les plus vulnérables de la planète à relever le défi du changement climatique. Lancée en 2007, l'AMCC est devenue une initiative climatique majeure de l'UE, avec plus de 80 programmes en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

Rejoignez notre communauté

<https://europa.eu/capacity4dev/gcca-community>

www.gcca.eu

